Annexe III

**Fiche biographique des candidats au Comité des droits de l’enfant**

**Nom et prénom:** LUMINA, Cephas

**Date et lieu de naissance:** 13 juin 1962, Kabwe, ZAMBIE

**Lieu de résidence:** East London, Afrique du Sud

**Nationalité:** Zambienne

**Adresse électronique:**

**Langues de travail des Nations unies:** anglais

**Position/fonction actuelle:**

### Membre du Comité des droits de l’enfant des Nations unies (depuis mars 2017)

* Professeur invité de droit, Université de Lusaka (depuis 2015, chargé de cours pour les modules de troisième cycle sur le droit relatif aux droits de l’homme et le contentieux constitutionnel et des droits de l’homme, entre autres)

### Avocat de la Haute Cour de Zambie (admis en 1986)

### Consultant en droits de l’homme (depuis 2002)

**Autres activités professionnelles principales, en particulier liées aux droits de l’enfant:**

### Professeur titulaire de droit, menant des recherches et supervisant les travaux des étudiants de troisième cycle principalement dans le domaine des droits de l’homme (y compris les droits de l’enfant) aux universités de Fort Hare et de Lusaka.

* Réalisation de formations sur les droits de l’homme (y compris sur les droits de l’enfant) dans des contextes universitaires et non universitaires, invité à donner des conférences sur les droits de l’homme dans différentes universités et présentation d’articles lors de conférences internationales sur les droits de l’homme.
* Consultation pour les organisations internationales, les gouvernements et les organisations non gouvernementales (notamment le Forum africain sur la politique de l’enfance, le PNUD, l’Organisation internationale de droit du développement, l’Agence canadienne de développement international, l’Agence suédoise de développement international, le ministère de la justice, des affaires juridiques et parlementaires [Zimbabwe], le Centre de ressources juridiques [Afrique du Sud] et l’Institut Raoul Wallenberg des droits de l’homme et du droit humanitaire [Suède], pour n’en citer que quelques-uns).
* Professeur invité, Institut Raoul Wallenberg des droits de l’homme et du droit humanitaire (2007-2008); et professeur extraordinaire de droit relatif aux droits de l’homme, Université de Pretoria, Afrique du Sud (2010-2018).
* Expert indépendant des Nations unies sur la dette extérieure et les droits de l’homme (2008-2014). Dans ce contexte, contribution à l’élaboration de normes internationales en matière de droits de l’homme (notamment les principes directeurs sur la dette extérieure et les droits de l’homme et les principes directeurs sur les droits de l’homme et l’extrême pauvreté).
* Affiliation: Institut international des droits de l’homme, Castan Centre for Human Rights Law, Extra-Territorial Human Rights Obligations Consortium, African Network of Constitutional Lawyers et Law Association of Zambia.

**Niveau d’études:**

* Docteur (PhD) en droit international des droits de l’homme (Griffith University, Australie, 1999)
* Maîtrise en droit (LLM) en droit international des droits de l’homme (Université d’Essex, Royaume-Uni, 1993)
* Licence en droit (LLB) (avec mention) (Université de Zambie, Zambie, 1985)
* Diplôme de troisième cycle en droit international des droits de l’homme (Université Abo Akademi, Finlande, 2003)
* Certificat d’admission à l’exercice de la profession d’avocat auprès de la Haute Cour de Zambie (1986)
* Certificat en droit international humanitaire (CICR/Université de Pretoria, 2001)

**Expertise pertinente sur les droits de l’enfant:**

### Actuellement, membre du Comité des droits de l’enfant des Nations unies (depuis mars 2017) et de ses groupes de travail sur les communications individuelles, les méthodes de travail, le règlement intérieur (coordinateur conjoint) et les objectifs de développement durable. Également personne de référence du Comité sur le changement climatique et la corruption et les droits de l’homme, et a représenté le Comité à diverses réunions, notamment à l’atelier de la 141ème Assemblée de l’Union interparlementaire sur le 30ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l’enfant, en octobre 2019 (Présentation: «Rôle des parlements dans la mise en œuvre de la Convention»); consultation d’experts de haut niveau HCDH/PNUD sur les lignes directrices internationales sur les droits de l’homme et la politique en matière de drogues, juin 2019; réunion de l’Académie de Genève/HCDH des organes de traités des Nations unies sur «la corruption et les droits de l’homme», octobre 2018; événements parallèles à la COP23 sur les droits de l’enfant, le changement climatique et l’action en faveur du climat (organisés par l’UNICEF, Plan International, Save the Children, ChildFund Alliance et World Vision) et «Rêver grand dans l'éducation au climat» (organisé par le Partenariat unique pour l’apprentissage des Nations unies sur les changements climatiques), novembre 2017; et atelier régional subsaharien sur la liberté de religion ou de croyance, novembre 2019 (Présentation: «Religion et mariage d’enfants»).

### Réalisation d’une «Étude continentale sur l’état de l’harmonisation des lois sur les enfants en Afrique avec les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l’enfant» pour le Forum africain sur la politique de l’enfance (2019).

### A mené et publié des recherches universitaires ainsi que des formations pour des organisations non gouvernementales et dans un contexte universitaire sur, entre autres, les droits de l’enfant.

**Liste des publications les plus récentes dans le domaine:**

Le professeur Lumina a publié de nombreux ouvrages, notamment des rapports officiels préparés en tant qu’expert indépendant des Nations unies sur la dette extérieure et les droits de l’homme, ainsi que les travaux universitaires suivants:

* «The Normative Complementary of the African Children’s Charter and the African Women’s Protocol in the Context of Efforts to Combat Child Marriage» (2017) 31(1) *Speculum Juris* 41 (avec A Olaborede)
* «The Protection of Children in Armed Conflict», dans F. Viljoen et D. Kuwali (éditeurs), *«All Means Necessary»*: *Protecting Civilians and Preventing Atrocities in Africa* (Pretoria University Law Press 2017)
* «Child Soldiers: War Criminals or Pawns in a Deadly Game?» (2007) *African Yearbook on International Humanitarian Law* 76.
* «Counting the Cost: The Impact of Corporate Warfare on the Human Rights of Women and Children in Africa» dans S Gumedze (ed), *Elimination of Mercenarism in Africa: The Need for a New Continental Approach*. Monographie n° 147 (Institut d’études de sécurité 2007).